



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

**PLATE-FORME COMMISSARIAT BREST
(PFC BREST)
BCRM BREST - CC 20
29 240 BREST CEDEX 9**

**Objet de la consultation :
Fabrication de vêtements de haute visibilité / Brassards réfléchissants et chasubles de
repérage visuel pour ravitaillement à la mer**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES PLIS :
le 30/07/2026, 12h00 heures (heure de Paris)**

**Le pli de chaque candidat doit être déposé au plus tard
aux date et heure fixées sur la plateforme des achats de l'Etat
(« PLACE »)**

Numéro de consultation: DAF 2025_001852
Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Textes de références du Code de la commande publique :

- Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ACHETEUR	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 - Allotissement.....	4
3.2 - Procédure de passation	5
3.3 - CPV	5
3.4 - Lieu d'exécution.....	5
3.5 - Forme et étendue de l'accord-cadre	5
3.6 - Durée de validité et reconduction du marché	6
3.7 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
3.8 - Variantes.....	6
ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS	6
4.1 - Contenu des documents de la consultation	6
4.2 - Modalités de retrait et de consultation des documents	6
4.3 - Modification de détail des documents de la consultation	7
4.4 - Questions – Réponses	7
4.5 - Prolongation du délai de réception des offres	7
ARTICLE 5 - CANDIDATURE	7
5.1 - Exclusions.....	7
5.2 - Exclusions en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance..	Erreur !
Signet non défini.	
5.3 - Présentation et contenu des candidatures	7
5.3.1 - Candidature simplifiée sous forme de DUME	7
5.3.2 - Candidature « hors DUME »	7
5.4 - Examen des candidatures	8
5.5 - Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques.....	8
5.6 - Précisions sur la sous-traitance	9
5.6.1 - Candidature simplifiée sous forme DUME.....	9
5.6.2 - Candidature hors DUME	9
5.7 - Critères de classement des candidatures	9
ARTICLE 6 - OFFRE	9
6.1 - Présentation de l'offre	9
6.2 - Echantillons	10
6.3 - Examen des offres	11
6.4 - Critères d'attribution.....	12
6.5 - Négociation.....	12
6.6 - Durée de validité des offres	12
6.7 - Modalités de remise des plis et de signature.....	12
ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	13
7.1 - Documents à fournir.....	13
7.2 - Signature du marché.....	13
ARTICLE 8 - LANGUE	14
ARTICLE 9 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	14
ARTICLE 10 - CONTENTIEUX.....	15

- ANNEXE 1 : Modalités de signature ;
- ANNEXE 2 : Transmissions des plis ;
- ANNEXE 3 : Coordonnés des différents correspondants ;
- ANNEXE 4 : Fournisseurs non soumissionnaires ;
- ANNEXE 5 : Méthodologie d'analyse des offres ;
- ANNEXE 6 : Devis quantitatif estimatif lot 1 (tableau Excel) ;
- ANNEXE 7 : Devis quantitatif estimatif lot 2 (tableau Excel) ;
- ANNEXE 8 : Tableau A ;
- ANNEXE 9 : Tableau B ;
- ANNEXE 10 : Tableau V ;

Liste des abréviations :

- CCAP : cahier des clauses administratives particulières ;
- CCP : Code de la commande publique ;
- CCTP : cahier des clauses techniques particulières ;
- DAF : dossier d'affaires (vocabulaire ALPHA) ;
- DRO : Document relatif à l'offre ;
- eIDAS : *Electronic IDentification Authentication and trust Services* ;
- PFC Brest : plate-forme commissariat Brest ;
- PFC Rambouillet : plate-forme commissariat Rambouillet
- PLACE : plateforme achats de l'Etat ;
- RC : règlement de la consultation ;
- RGPD : règlement général sur la protection des données ;
- RPA : représentant du pouvoir adjudicateur ;
- RSE : responsabilité sociétale des entreprises ;
- ML : mètre linéaire

ARTICLE 1 - ACHETEUR

MINISTÈRE DES ARMÉES
PLATE-FORME COMMISSARIAT BREST
Division achats publics - Bureau Soutien Commun
BCRM BREST – CC 20
29240 BREST CEDEX 9

La Plate-Forme Commissariat Brest (PFC-Brest) agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification du marché.

Son directeur est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA).

Le directeur de la Plate-Forme Commissariat Brest (PFC Brest) délègue au directeur de la plate-forme commissariat Rambouillet l'exécution du marché. Cette délégation porte sur les opérations suivantes:

- notification des bons de commande ;
- établissement, le cas échéant, de modifications du marché ;
- suivi administratif et financier du marché ;
- règlement des litiges ;
- non reconduction du marché ;
- résiliation du marché.

Engagements RSE du ministère :

Le ministère des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « Egalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR).

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site : www.achats.defense.gouv.fr

En outre, ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'information (DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché relatif à la fabrication de vêtements de haute visibilité, comprenant des brassards réfléchissants et des chasubles de repérage visuel pour ravitaillement à la mer.

Elle porte sur des prestations de fournitures. Les caractéristiques techniques sont précisées dans le CCTP n° DAF 2025-001852.

Les prestations sont définies dans les bons de commande qui seront notifiés au fur et à mesure des besoins de l'administration.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**3.1 - Allotissement**

Le marché est alloti comme suit :

- Lot 1 : brassards réfléchissants ;

- Lot 2 : chasubles de repérage visuel pour ravitaillement à la mer.

Un ou plusieurs lots peuvent être attribués à un seul opérateur économique (R 2113-1 du CCP).

3.2 - Procédure de passation

Le marché est passé en appel d'offres ouvert, en application des articles L 2124-2 et R 2124-2 du CCP.

3.3 - CPV

Le code CPV de la présente consultation est : 35113440-5 Gilets réfléchissants.

3.4 - Lieu d'exécution

La fourniture est livrée sur site conformément aux conditions prévues dans le bon de commande dans les lieux précisés ci-dessous.

LIEU	ADRESSE GEOGRAPHIQUE	ADRESSE POSTALE	COORDONNEES/HORAIRES
Brétigny <i>Cet établissement dispose d'un embranchement particulier (voie ferrée).</i>	ELOCA de Brétigny Caserne Blanquart de Bailleul 1, rue du général Delestrain 91220 Brétigny sur Orge	ELOCA de Brétigny BP 63 91220 Brétigny sur Orge Cédex	Tél. : 01 60 85 55 78 Télécopie : 01 60 85 55 90 Lundi au jeudi : 8h00 à 12h00 – 12h45 à 16h30 Vendredi : 8h00 à 11h30
Châtres	ELOCA de Châtres NG Zone artisanale Le Champ Potet 10510 Châtres	ELOCA de Châtres Zone artisanale Le Champ Potet 10510 Châtres	Tél. : 03 52 14 01 45 ou 03 52 14 01 39 ou 03 52 14 01 41 Mail : eloca-chatres.regulateur.fct@intradef.gouv.fr receptionmarche@gmail.com Lundi au vendredi : 8h45 à 16h20
Marseille	ELOCA Marseille Camp militaire de Saint-Marthe Bâtiment 407 magasin habillement 408 avenue Jean Queillau 3014 Marseille	Base de défense Marseille Aubagne 111, avenue de la Corse BP 40026 13568 Marseille Cédex 02	<u>Comptabilité matière habillement</u> : Tél. : 04 91 63 79 36 ou 04 91 63 79 28 Télécopie : 04 91 63 79 24 <u>Magasin habillement</u> : Responsable : 04 91 63 78 84 Adjoint : 04 91 63 78 84 Lundi au jeudi : 7h30 à 12h00 – 12h30 à 16h00 Vendredi : 7h30 à 12h15

3.5 - Forme et étendue de l'accord-cadre

Le marché s'exécute par bons de commande (R 2162-13 et R 2162-14 du CCP) et sont mono-attributaires (R 2162-9 du CCP).

Le marché est conclu avec un minimum en valeur de 228 000 euros hors taxes et avec un maximum en valeur de 1 170 000 euros hors taxes sur sa durée totale, conformément à l'article R 2162-4 du CCP.

Le montant minimum hors taxes et le montant maximum hors taxes sont répartis par lots de la manière suivante :

	Montant HT € estimé sur la durée totale de la procédure de marché	Montant minimum HT € sur la durée totale de la procédure de marché	Montant maximum HT € sur la durée totale de la procédure de marché
Lot n°1	300 000	154 800	900 000
Lot n°2	90 000	73 200	270 000
Montant total	390 000	228 000	1 170 000

3.6 - Durée de validité et reconduction du marché

Le marché prend effet à compter de la date de notification pour une durée d'un (1) an. Il est reconductible tacitement, par période d'un (1) an à compter de la date anniversaire de notification. La durée globale du marché ne peut excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction (R 2112-4 du CCP).

En cas de non reconduction, la personne publique notifie sa décision au titulaire au moins deux (2) mois avant la date de reconduction. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

3.7 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Le financement s'effectue à partir de ressources propres du ministère des Armées et des anciens combattants.

Lots n°1 et n°2:

Le règlement des sommes dues s'effectue par mandat administratif établi par la Plate-forme Commissariat Rambouillet (PFC Rambouillet) et adressé au Directeur départemental des finances publiques des Yvelines (comptable assignataire) qui procède au virement sur le compte bancaire ou postal indiqué dans l'acte d'engagement. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

3.8 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée dans le cadre du présent marché.

3.9 - Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue dans le cadre du marché.

ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 - Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des éléments suivants :

- le présent règlement de la consultation (RC_2025_001852) et ses annexes ;
- les documents relatifs à l'offre (DRO) par lot ;
- les devis quantitatifs estimatifs (DQE) par lot (annexe 6_DQE_DAF_2025_001852 et annexe 7_DQE_DAF_2025_001852) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP 2025_001852) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 2025_001852) et ses annexes.

4.2 - Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents relatifs au DAF_2025_001852 sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

4.3 - Modification de détail des documents de la consultation

Des modifications de détail peuvent être apportées aux documents de la consultation avant la date limite de remise des plis.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats doivent répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat a remis un pli avant les modifications, il peut en remettre un nouveau sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limite de remise des plis.

Dans l'hypothèse où la date de remise des plis initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des plis dans le délai imparti, cette date est reportée par l'acheteur. Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

4.4 - Questions – Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires, envoyées dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des plis, sont transmises aux candidats au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des plis.

4.5 - Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie six (6) jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du CCP.

ARTICLE 5 - CANDIDATURE

5.1 - Exclusions

Le candidat ne doit pas être dans un des cas d'exclusion visés par les articles L.2141-1 à L.2141-6 (exclusions de plein droit) et L.2141-7 à L.2141-11 (exclusions à l'appréciation de l'acheteur) du CCP. Lorsqu'un candidat, en cours de procédure, est frappé par une de ces exclusions, il en informe l'acheteur sans délai.

5.2 - Présentation et contenu des candidatures

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME), ou « hors DUME ».

5.2.1 - Candidature simplifiée sous forme de DUME

Les candidats présentent leur candidature sous la forme du DUME à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

5.2.2 - Candidature « hors DUME »

Le candidat qui ne souhaite pas utiliser le DUME peut utiliser les formulaires DC1 et DC2.

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien, (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent dûment rempli et daté. En cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

En tout état de cause, les documents et renseignements à produire sont :

⇒ Au titre de la capacité économique et financière :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles ;
- déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par la personne publique, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par la personne publique.

⇒ Au titre de la capacité technique et professionnelle :

- une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- un dossier de présentation synthétique de la société comprenant un organigramme détaillé de la société ainsi que les activités et domaines de compétence de celle-ci.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ceux-ci et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

5.3 - Examen des candidatures

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution de l'accord-cadre sont éliminées. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale.

Si la personne publique constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Si un opérateur économique candidate à plusieurs lots, son aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles sont examinées lot par lot.

5.4 - Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

La forme juridique du groupement n'est imposée qu'après l'attribution du marché.

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement dans les conditions prévues aux articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique. Après l'attribution du marché, il est exigée une solidarité, soit du groupement, soit de son mandataire en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Les documents, dont une signature est demandée au titre de la présente consultation, devront être signés par l'ensemble des entreprises groupées ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.

5.5 - Précisions sur la sous-traitance

5.5.1 - Candidature simplifiée sous forme DUME

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part de l'accord-cadre, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

5.5.2 - Candidature hors DUME

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou de ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 «déclaration de sous-traitance» dûment remplie par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

L'agrément de chaque sous-traitant sera reconduit tacitement sauf déclaration contraire du titulaire.

5.6 - Critères de classement des candidatures

Le nombre de candidat admis à soumissionner n'est pas limité.

ARTICLE 6 - OFFRE

6.1 - Présentation de l'offre

Les documents à fournir au titre de l'offre sont :

- les documents relatifs à l'offre (DRO) pour chaque lot daté et signé (annexes à l'acte d'engagement ATTRI1) ;
- les devis quantitatifs estimatifs (DQE) pour chaque lot (annexes 6 et 7 au présent RC);
- l'offre technique ainsi que les échantillons (cf. article 6.2 ci-dessous) ;
- les fiches produits des fournisseurs (cf. article IV du DRO n°DAF_2025_001852) ;
- les mesures concernant la gestion durable de l'eau avec des indicateurs de suivi ;
- les documents concernant la traçabilité complète de la chaîne de production et le contrôle social de la chaîne de production. L'origine des fournitures, l'identification des ateliers et les certifications sociales seront précisés dans l'article IV des annexes 6 et 7 DRO_DAF_2025_001852;
- une copie de l'attestation d'assurance responsabilité civile;
- un numéro de compte bancaire international (IBAN)¹.

Si le candidat n'est pas en mesure d'établir une offre, il lui est demandé de compléter et de renvoyer à la PFC Brest le document « Questionnaire fournisseur non soumissionnaire » joint en annexe 4 du présent règlement de la consultation.

6.2 - Echantillons

Le soumissionnaire devra fournir impérativement les échantillons pour l'ensemble des articles figurant dans la liste ci-dessous sous peine d'exclusion : 12 échantillons pour le lot n°1 et 20 échantillons pour le lot n°2. L'absence d'un des échantillons demandés constituera un motif de rejet de l'offre.

Lot 1 – Brassards réfléchissants (12 échantillons à fournir)

- 3 brassards réfléchissants blancs croix rouge ;
- 3 brassards réversibles réfléchissants ;
- 3 brassards de même coloris avec bande rétro-réfléchissante. Le coloris présenté est laissé à l'initiative du candidat. La colorimétrie devra être conforme à la nuance du pantone et/ou aux coordonnées chromatiques et au facteur de luminescence exigés ;
- 3 échantillons de tissus conformes au format A4 pour chaque référence de brassards réfléchissants de nuance bleu, vert fluorescent, rouge fluorescent et rétro-réfléchissant, jaune fluorescent et rétro-réfléchissant, blanc rétro-fléchissant.

Lot 2 – Chasubles de repérage visuel pour ravitaillement à la mer (20 échantillons à fournir)

- 3 chasubles jaunes (taille unique);
- 3 ml de maille bloquée coloris blanc ;
- 3 ml de maille bloquée coloris jaune ;
- 3 ml de maille bloquée coloris rouge ;
- 3 ml de maille bloquée coloris vert ;
- 3 ml de maille bloquée coloris bleu ;
- 3 ml de maille bloquée coloris violet ;
- 3 ml de maille bloquée coloris brun ;
- 3 ml de maille bloquée coloris gris;

¹ La présentation d'un RIB édité par un établissement de monnaie électronique (EME) est interdite, le compte doit être ouvert auprès d'un établissement ou d'un service autorisé à effectuer des opérations de banque en vertu des articles L. 518-1 et suivants du Code monétaire et financier.

- 3 ml de maille bloquée coloris orange ;
- 3 mètres de bande rétro réfléchissante ;
- 3 éprouvettes de maille bloquée ignifugée dans le sens chaîne, de dimensions 20x16cm, avec application de la bande rétro-réfléchissante (méthodologie d'application de la bande rétro-réfléchissante selon la norme ISO 14116:2015) ;
- 4 éprouvettes de maille bloquée ignifugée dans le sens trame, de dimensions 20x16cm, avec application de la bande rétro-réfléchissante (méthodologie d'application de la bande rétro-réfléchissante selon la norme ISO 14116:2015).

Chaque tissu devra être accompagné de sa fiche technique, de la référence de la consultation (« DAF_2025_001852: fabrication de haute visibilité) et d'une lettre d'engagement du fournisseur de matières et du candidat garantissant les performances demandées.

Le candidat devra fournir la totalité des échantillons demandés par lot au plus tard aux dates et heure limites de remise des offres mentionnées sur le profil acheteur PLACE.

Les échantillons devront parvenir, au frais des candidats, accompagnés obligatoirement de la fiche technique correspondant au produit à l'adresse de livraison ci-dessous.

Adresse postale	Adresse géographique (envoi par porteur)
CIEC/Division technique innovation Magasin des modèles et échantillons BP 50098 78513 RAMBOUILLET CEDEX	CIEC/Division technique innovation Magasin des modèles et échantillons (Bâtiment 3, rez-de-chaussée, pièce 3) 11 rue de Groussay 78120 RAMBOUILLET

Téléphones fixes	01 34 57 61 39 ou 01 34 57 69 77
Téléphone portable	06 82 69 89 15
Horaires d'ouverture	Du lundi au jeudi de 9h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00 ; le vendredi de 9h30 à 11h30

La personne publique accuse réception des échantillons.

Les échantillons doivent être strictement conformes au CCTP n° 2025_001852. En cas de non-conformité selon les normes, l'offre sera rejetée.

Ils seront conservés durant toute la durée du marché pour comparaison avec les produits livrés.

Les échantillons seront munis d'une étiquette portant :

- le nom du candidat
- le numéro de la consultation : DAF_2025_001852.

Les échantillons seront accompagnés :

- de leur fiche technique
- d'une lettre d'engagement du fournisseur de matières et du candidat garantissant les performances demandées.

Une prime forfaitaire de 80 euros pour le lot n°1 et de 500 euros pour le lot n°2 pourra être versée aux candidats ayant remis des échantillons jugés conformes sur demande du candidat.

Le candidat adresse sa demande de versement de prime forfaitaire sur Place à compter de la notification de la décision de rejet de son offre, dans un délai de 30 jours calendaires.

Le titulaire ne pourra pas percevoir cette prime.

Cette demande ne constitue en aucun cas un début d'exécution des prestations.

6.3 - Examen des offres

Les soumissionnaires sont informés que l'acheteur peut examiner les offres avant les candidatures.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens de l'article L. 2152-2 du CCP sont éliminées.

Toutefois, la personne publique peut inviter les candidats à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres (R.2152-1 et R2152-2 du CCP).

6.4 - Critères d'attribution

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants :

- 1. critère « prix » : 50 points ;**
- 2. critère « valeur technique » 45 points ;**
- 3. critère « environnemental » 5 points.**

Le détail de la méthodologie d'analyse figure en **annexe 5** au présent RC.

Le classement des soumissionnaires sera effectué par addition des points obtenus pour les trois critères précités.

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

En cas d'égalité sur la note finale, les offres sont classées d'après la note obtenue sur le critère « prix ».

Pour tout calcul, le nombre de points attribués est arrondi au centième supérieur.

L'intégralité des éléments de réponse doit se trouver dans le document relatif à l'offre et le fournisseur peut accompagner tous les documents qu'il jugera nécessaire à l'examen de l'offre.

6.5 - Négociation

Ce marché ne met pas en place de négociation.

6.6 - Durée de validité des offres

Les offres sont valables six (6) mois à compter de la date limite de remise des offres.

En tant que besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire, il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le soumissionnaire refuse de maintenir son offre, la personne publique poursuit la procédure avec le soumissionnaire ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

6.7 - Modalités de remise des plis et de signature

Les plis seront déposés sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les modalités de signature sont détaillées en annexe 1.

ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

7.1 - Documents à fournir

Dans tous les cas, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre n'est pas tenu de fournir ces justificatifs et moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, et lorsque le profil d'acheteur le permet, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre, n'est pas tenu de fournir le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales.

En cas d'impossibilité de se procurer le certificat ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue. Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra fournir, dans un délai fixé par l'acheteur, les documents suivants :

- l'ensemble des justificatifs et moyens de preuve relatifs à l'aptitude et aux capacités du candidat ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12 du code du travail et relatives aux travailleurs détachés ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers ;
- le cas échéant un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail ;
- le cas échéant le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ;
- le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13. En cas de non-production de ce numéro, l'attributaire fournit un extrait de l'inscription au RCS (K ou KBis) datant de moins de 3 mois ou document équivalent ;
- en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

7.2 - Signature du marché

Seul l'attributaire est tenu de signer l'acte d'engagement ATTRI1 du marché. L'attributaire recevra, par le biais de la plate-forme des achats de l'État (PLACE), l'acte d'engagement ATTRI1.

L'attributaire renverra l'ATTRI1 signé, par le biais de la plate-forme des achats de l'État (PLACE), afin que le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède à la notification.

Dans le cas d'une signature électronique, l'acte d'engagement doit être retourné en respectant les exigences prévues par l'annexe MODALITES DE SIGNATURE du présent règlement de la consultation. A défaut, les documents seront considérés comme non signés.

Il est rappelé que l'acte d'engagement ne peut être signé que par une personne en capacité d'engager juridiquement l'opérateur économique.

Si l'attributaire ne peut signer l'acte d'engagement dans le délai qui lui sera imparti dans la lettre d'attribution, il sera éliminé et la même demande sera adressée au soumissionnaire suivant dans l'ordre de classement des offres.

ARTICLE 8 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

ARTICLE 9 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les soumissionnaires sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

- Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère chargé des comptes publics
59, boulevard Vincent Auriol
75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

- Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'Etat,
Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

- Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

- Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

- Finalité du ou des traitements :

Suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

- Destinataires ou catégorie de destinataires :

Les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

- Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

ARTICLE 10 - CONTENTIEUX

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3 Contour de la Motte – CS 44416

35044 Rennes cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28

Télécopieur : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Conformément à l'article R.414-6 du Code de justice administrative, les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le réseau internet : "<http://www.telerecours.fr>"

Le médiateur pour le ministère des armées peut être contacté à l'adresse suivante : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr

ANNEXE 1 : MODALITES DE SIGNATURE

Rappel pour les soumissionnaires :

La signature n'est pas obligatoire lors du dépôt des offres.

Rappel général pour le seul attributaire :

La signature électronique est **fortement recommandée** pour l'attributaire.

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Signature électronique des documents.

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles

:

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de la personne publique , aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de la personne publique, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature. S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à la personne publique de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

ANNEXE 2 : TRANSMISSIONS DES PLIS

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des candidats ;
- foire aux questions ;
- outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- macros ;
- activeX, applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde (1)

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique (USB) de préférence doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- « copie de sauvegarde » ;
- intitulé de la consultation ;
- nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les deux cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Plate-forme commissariat Brest

Division achats publics - Bureau programmation

BCRM de Brest

CC 20

29240 Brest cedex 9

(Tél : (33) 2 98 14 09 44 ou (33) 2 98 14 07 71)

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

(1) Pour la copie de sauvegarde, voir guide de la dématérialisation page 31 et 32

**ANNEXE 3 : COORDONNEES DES DIFFERENTS CORRESPONDANTS
AUPRES DESQUELS DES INFORMATIONS PARTICULIERES PEUVENT
ETRE OBTENUES**

1. Coordonnées du service achat en charge du dossier :

Dénomination : PFC BREST / DIVISION ACHATS PUBLICS / BUREAU SOUTIEN COMMUN	A l'attention de : Bureau soutien commun
Adresse : BCRM BREST – CC 20	Code postal : 29 240
Localité/ville : BREST CEDEX 9	Pays : FRANCE
Courriel : <u>pfc-brest-soutien-commun.contact.fct@intradef.gouv.fr</u>	

2. Coordonnées de l'interlocuteur PME-PMI à contacter en cas de difficulté particulière :

Dénomination : PFC BREST / DIVISION ACHATS PUBLICS	A l'attention de : Interlocuteur PME-PMI :
Adresse : BCRM BREST – CC 20	Code postal : 29 240
Localité/ville : BREST CEDEX 9	Pays : FRANCE
Courriel: <u>pfc-brest-commandes.contact.fct@intradef.gouv.fr</u>	Site internet : www.defense.gouv.fr/pme-pmi

3. Coordonnées du service liquidation-mandatement en charge du dossier :

Dénomination : PFC RAMBOUILLET / DIVISION FINANCES	A l'attention de : PILOTAGE FINANCE
Adresse : 11 rue de Groussay	Code postal : 78 120
Localité/ville : RAMBOUILLET	Pays : FRANCE
Courriel : <u>pfc-rbt.contact.fct@intradef.gouv.fr</u>	

4. Coordonnées du comptable public en charge du dossier :

Dénomination : Directeur départemental des finances publiques des Yvelines	A l'attention de : Service dépenses militaires et règlements
Adresse : 52 Avenue de Saint-Cloud	Code postal : 78000
Localité/ville : VERSAILLES	Pays : FRANCE
Téléphone : 01 30 84 62 90	Site internet : <u>www.finances.gouv.fr</u>
Courriel : ddfip78@dgfip.finances.gouv.fr	



ANNEXE 4 : FOURNISSEURS NON SOUMISSIONNAIRES



QUESTIONNAIRE FOURNISSEURS NON SOUMISSIONNAIRES

Dans le cadre de la démarche qualité menée à la PFC BREST et dans un souci de référencement de nos fournisseurs (sourcing), il est demandé de bien vouloir compléter le questionnaire suivant et de nous le retourner :

- Par courriel : pfc-brest-commandes.contact.fct@intradef.gouv.fr

OBJET DE LA CONSULTATION :

DAF_2025_001852 relatif à la fabrication de vêtements de haute visibilité / Brassards réfléchissants et chasubles de repérage visuel pour ravitaillement à la mer.

Suite au téléchargement du DCE, ma société ne soumissionne pas en raison : *(cocher une ou plusieurs cases)*

☐ d'un service ne correspondant pas à notre offre,

☐ d'un calendrier déjà rempli,

☐ des critères de sélection des offres (à préciser) :

.....

☐ des contraintes techniques demandées (à préciser) :

.....

☐ des contraintes administratives (à préciser) :

.....

☐ du délai de réponse trop court pour répondre à l'offre :

☐ de difficultés liées à des marchés antérieurs (délais de paiement, lieux d'exécution,...) (à préciser) :

.....

☐ Je souhaite être consulté à l'avenir pour ce type de marché de services.

☐ Je ne souhaite pas être consulté à l'avenir pour ce type de marchés de services.

Nom, Prénom :

Date et signature :

ANNEXE 5- METHODOLOGIE D'ANALYSE DES OFFRES

L'analyse des critères sera effectuée au regard des indications renseignées par les candidats dans les documents relatifs à l'offre (DRO) et les devis estimatifs quantitatifs (DQE).

1. Critère « prix » (50 points)

Pour chaque lot, l'analyse du critère « prix » est effectuée sur la base des prix TTC en euros:

Afin de faciliter l'étude des offres, le soumissionnaire est invité à compléter les DQE du lot n°1 et lot n°2 (fichiers RC_DAF_2025_001852_DQE) au moyen d'un tableur « Excel ». Il s'agit d'un scénario fictif d'emploi du barème pour une période d'un an.

Aucune ligne du tableau ne doit être ajoutée, modifiée ou supprimée et toutes les lignes doivent être renseignées sous peine de rendre l'offre irrégulière. Ce document n'a pas vocation à devenir contractuel, il vise à permettre l'analyse du critère « prix ».

En cas d'incohérence constatée entre les prix figurant dans le DRO et ceux figurant dans le DQE, le représentant du pouvoir adjudicateur prendra en compte les prix figurant au DRO, ces prix étant contractuels. Le DQE sera donc rectifié en conséquence par l'acheteur.

Le DQE de chaque soumissionnaire sera analysé. Les lignes renseignées sont ensuite additionnées pour déterminer le coût global TTC.

Le soumissionnaire totalisant le coût global TTC le plus bas, obtiendra le nombre de points maximum, la note maximale du critère soit 50 points.

La cotation des offres des autres soumissionnaires est évaluée proportionnellement à l'offre ayant obtenu le plus grand nombre de points, selon la formule ci-après :

$(\text{Coût global TTC de l'offre la plus basse} / \text{Coût global TTC de l'offre analysée}) \times 50 \text{ points}$

Le nombre de points attribué sera arrondi au centième supérieur.

2. Critère « valeur technique » (45 points)

La valeur technique sera appréciée au regard des 12 échantillons pour le lot n°1 et 20 échantillons pour le lot n°2 fournis par les soumissionnaires, conformément à l'article 6.2 du présent RC.

Les échantillons seront évalués et notés par une commission d'examen d'après les analyses en laboratoire portant sur les éléments mentionnés dans les tableaux ci-dessous.

La commission d'examen note chaque lot sur 100 points qui sera ramené sur 45 points. Le soumissionnaire ayant la meilleure proposition a le maximum de points, la note des suivants sera proportionnelle.

Les tableaux A, B et V de 2007 (annexes 8,9 et 10 du présent RC) sont utilisés comme guide pour l'appréciation des défauts de réalisation lors de l'examen de détail des échantillons.

Chaque échantillon peut obtenir des points de sanctions (détaillés dans les tableaux ci-dessous) comme suit :

- écart considéré comme « mineur » lorsqu'il autorise des articles sans en affecter leur usage ;
- écart considéré comme « majeur » lorsqu'il nuit à la présentation des articles et en limite l'usage ;
- écart considéré comme « critique » lorsqu'il rend les articles inutilisables en l'état.

✓ **Lot n°1 : brassards réfléchissants :**

Si un des 12 échantillons obtient une note éliminatoire, l'offre est rejetée quelle que soit la moyenne des notes obtenue, y compris si elle est au-dessus de 70/100.

Si un échantillon compte un critère rédhibitoire, il est éliminé indépendamment de la note finale obtenue.

Si un échantillon compte une note valant non-conformité critique, il est éliminé.

Si un échantillon obtient moins de 70 points, il est éliminé.

<u>Critère rédhibitoire</u> : détérioration de l'enduction (décollement, fissures) après vieillissement (humidité, température) après 10 jours à 70°	Elimination de l'offre
<u>Analyses laboratoires</u> Composition; masse anhydre; Résistance à la traction; colorimétrie; Solidité des teintures : à la lumière artificielle, au lavage, aux frottements; Rétro-réflexion, fluorescence Ecart mineur: 1 point de sanction Ecart majeur: 3 points de sanction Si note inf à 45 ou écart critique = élimination	60 points
Confection / Fabrication et ergonomie Ecart mineur: 1 point de sanction Ecart majeur: 3 points de sanction Si note inf à 20 ou écart critique = élimination	30 points
Dimensions Ecart mineur: 1 point de sanction Ecart majeur: 3 points de sanction Si note inf à 5 ou écart critique = élimination	10 points
NOTE FINALE (si note inf à 70 = élimination)	100 points

✓ **Lot n°2 : chasubles de repérage visuel pour ravitaillement à la mer**

Si un des 20 échantillons compte une note valant non-conformité critique, il est éliminé indépendamment de la note finale obtenue. L'élimination d'un échantillon entraîne l'élimination de l'offre.

Si un échantillon obtient moins de 70 points, il est éliminé. L'élimination d'un échantillon entraîne l'élimination de l'offre.

Critère rédhibitoire: néant	Elimination de l'offre
<u>Analyses laboratoires</u> <u>Pour la maille bloquée:</u> Masse surfacique, résistance à l'éclatement des étoffes, colorimétrie Solidité des teintures à la lumière artificielle, au lavage, aux frottements, stabilité dimensionnelle aux lavages Résistance au mouillage superficielle	60 points

Fluorescence Résistance à l'abrasion <u>Pour la bande-réfléchissante:</u> Evaluation haute visibilité Comportement d'une étoffe à la flamme limité Résister à la chaleur: 5 min à 180° Ecart mineur: 1 point de sanction Ecart majeur: 3 points de sanction Si note inf à 20 ou écart critique = élimination	
<u>Confection / Fabrication et ergonomie</u> Ecart mineur: 1 point de sanction Ecart majeur: 3 points de sanction Si note inf à 20 ou écart critique = élimination	30 points
<u>Dimensions</u> Ecart mineur: 1 point de sanction Ecart majeur: 3 points de sanction Si note inf à 5 ou écart critique = élimination	10 points
NOTE FINALE (si note inf à 70 = élimination)	100 points

3. Critère de développement durable (5 points)

3.1. Sous-critère « environnemental » : Gestion durable de l'eau

Ce sous-critère sera apprécié au regard des mesures proposées par le candidat visant à optimiser la gestion de la ressource en eau dans le cadre de l'exécution du marché.

L'analyse portera notamment sur les dispositifs mis en place pour réduire la consommation d'eau et les moyens de suivi et de contrôle de la consommation d'eau.

La méthode de notation sera la suivante :

- Aucune mesure proposée : 0 point
- Mesures non chiffrées : 1 point
- Mesures précises avec des indicateurs de suivi : 2,5 points

Le candidat devra détailler ces éléments dans son mémoire technique.

3.2. Sous-critère « social » : Traçabilité complète de la chaîne de production

Ce sous-critère a pour objet d'évaluer le degré de transparence et de maîtrise dont dispose le candidat sur sa chaîne de production et d'approvisionnement, ainsi que les garanties apportées en matière de respect des exigences sociales.

L'évaluation sera fondée sur les éléments suivants :

- la capacité du candidat à identifier et décrire l'ensemble des acteurs de la chaîne de production;
- l'identification des ateliers, pays de production, provenance des matières;
- l'existence de procédures d'audit (internes ou externes) ;

La méthode de notation sera la suivante :

- Aucune traçabilité : 0 point
- Traçabilité sans audit : 1 point
- Traçabilité complète avec audit : 1.5 points
- les certifications sociales : les dispositifs mis en place pour assurer le respect des normes sociales et des droits fondamentaux (conditions de travail, lutte contre le travail dissimulé, travail des enfants, etc.) ;

La notation sera établie de la manière suivante :

- aucune certification sociale : 0 point
- certification(s) sociale(s) : 1 point

Le candidat devra remplir l'article IV du DRO_DAF_2025_001852 et détailler ces éléments dans son mémoire technique.

Chaque sous-critère sera noté en fonction du dossier le plus pertinent en faveur du développement durable.

Les points obtenus pour chaque sous-critère seront additionnés. L'offre obtenant le plus grand nombre de points obtiendra 5 points.

La cotation des offres des autres candidats sera évaluée par le rapport entre l'offre analysée et l'offre la mieux disante, multiplié par le nombre de points du critère. Soit par la formule suivante :

Nombre de points attribués = $(A1 / A0) \times 5$

Avec

A1 = nombre de points obtenus de l'offre analysée

A0 = nombre de points obtenus de l'offre la mieux disante

Classement des candidats

Le classement des candidats sera effectué par addition des points obtenus pour les 3 critères définis au règlement de consultation.

Le candidat qui obtient le plus grand nombre de points est considéré comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.